

D'un Congrès de l'AFL à l'autre. Le thème de celui d'octobre 2000 était *L'école de demain*. Nico Hirtt, initiateur du mouvement *Appel pour une école démocratique*, y est intervenu pour dénoncer la « marchandisation » de l'école, véritable mutation selon lui des systèmes éducatifs des pays industrialisés due aux conséquences de la crise mondiale du capitalisme que sont la mondialisation et la globalisation et dont les nouvelles technologies de la communication et de l'information sont les instruments essentiels. Les débats du congrès de 2004 à propos de *L'éducation populaire* (objet de notre éditorial et du dossier de notre prochain numéro) ont abordé, parmi d'autres, ce sujet toujours d'actualité.

Jacques Berchadsky a souhaité revenir sur cette intervention de Nico Hirtt dont l'essentiel est paru, revu et corrigé par son auteur, dans le n°73 des A.L. sous le titre *L'enseignement sous la coupe des marchés*.

Mondialisation et projet.

Dans une première approche on ne peut qu'adhérer au discours de Nico Hirtt. Il s'agit, pour lui, de mettre en cohérence les volontés économiques, sociales et politiques de la bourgeoisie en matière d'enseignement et d'éducation. Libéralisation et Mondialisation sont les deux aspects qu'il fait apparaître à travers les PROJETS fomentés par l'ERT, confirmés par des rapports de l'OCDE et dont on sait par ailleurs que toutes les organisations internationales des capitalistes (industriels, fonciers et bancaires) sont les tenants. Bref l'Enseignement échapperait de plus en plus à l'initiative démocratique de l'État pour être livré à la sauvage concurrence capitaliste du libre marché de la Formation sur le modèle de la production industrielle, de la distribution commerciale et des formes de leur consommation. Bref la classe dominante, bourgeoise et/ou capitaliste, voudrait annexer dans son PROJET l'un des derniers lieux de survie de la démocratie : le champ de l'enseignement, de la formation, de l'éducation.

Pour une organisation pédagogique comme la nôtre, dont l'essentiel de l'action est de combattre les formes de dominations sur le savoir avec les conséquences connues dans

le champ du pouvoir économique, social et politique, nous ne pouvons qu'être attentifs aux propos de Nico Hirtt. Enfin, la question de l'éducation sort de la technicité enseignante dans laquelle elle est enfermée depuis de nombreuses années : apprentissages, compétences, évaluations, pour être mis sur son véritable terrain, celui du pouvoir économique, social et politique dont on sait qu'il est l'enjeu réel. Il est probable que le fort débat qui a suivi l'intervention de Nico Hirtt durant le congrès est fondé sur ce nécessaire retour du pédagogique dans le politique. Mais la force du débat est aussi liée à l'insatisfaction laissée par le discours de Nico Hirtt. C'est le motif de cette insatisfaction, de mon insatisfaction que je souhaiterais ici analyser. Il me semble de trois ordres.

Hier et aujourd'hui

À entendre ou à lire Nico Hirtt, il semblerait que nous soyons passés à une étape radicalement nouvelle de la domination de la bourgeoisie et du système capitaliste dans le champ de l'Éducation et de l'Enseignement jusque-là

dominé et maîtrisé par les États. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication seraient un moyen privilégié de cette nouvelle volonté de la classe dominante de soumettre le système d'enseignement à son pouvoir sans partage.

S'il n'est pas question ici de négliger la façon dont le capitalisme et la bourgeoisie sont capables d'adapter à leur pouvoir et à leurs intérêts de classe toutes les formes nouvelles de productions (scientifiques, technologiques, matérielles), il convient de rappeler que cette domination elle-même n'a aucun caractère de nouveauté. En relisant ligne à ligne, paragraphe par paragraphe, chapitre par chapitre le discours de Nico Hirtt dans son annonce de la catastrophe imminente, nous sommes conduits à nous poser la question - ô combien biblique ! - « *Quoi de nouveau sous le soleil ?* ».

« **Moins de connaissance, plus de compétence** ». Faudrait-il croire que la sacro-sainte École de la République, en ce qui concerne la France, a pensé depuis sa fondation autrement ? Faudra-t-il rappeler que l'école de la Troisième République dont le ministre de l'Éducation nationale Chevènement s'était fait le laudateur en 1984 ne produisait que 30% de diplômés dont la grande majorité se contentait du Certificat de fin d'étude primaire, dont le niveau suffisait à satisfaire socialement les besoins économiques du pouvoir - la bourgeoisie - dans son état de développement ? Faudra-t-il rappeler le mot d'ordre du Savoir Minimum Garanti cher au ministre Haby, père fondateur du collège unique en 1975 ? Faudra-t-il rappeler la levée de boucliers lorsque le ministre Beullac, issu du grand patronat, mit en place les lois sur l'alternance en formation professionnelle, livrant « *nos élèves* » à la loi de l'exploitation capitaliste ?

« **L'école-marché** ». Que le développement de l'économie capitaliste conduise à élargir la soumission des marchés publics aux intérêts privés de la production, telle est la logique de la domination économique et... politique de la bourgeoisie. Mais la forme de domination était-elle de nature profondément différente quand les poètes Gaudin régnaient dans les classes dont le maître devait être aussi expert en allumage des feux qu'en apprentissage de la lecture et que pour autant les élèves, transits de froid, humaient les bonnes odeurs de fumée de bois tandis que l'entreprise paternaliste Gaudin exploitait pères et mères et que l'école

de la République enseignait les valeurs morales du travail de l'ouvrier consciencieux et soumis au bien de la nation. Que penser de la valeur pédagogique des manuels tels que le Bled ou les Lagarde et Michard et autres Carpentier et Fialip, Malet et Isaac¹, hors la fortune financière qu'ils ont assurés aux éditeurs et aux auteurs ? Que penser des cartes géographiques de Armand Colin, entreprise éditoriale et idéologique, qui montraient les bienfaits économiques de la colonisation et la puissance maritime de la France dont le drapeau flottait sur des compagnies maritimes qui pour être nationales n'en étaient pas moins livrées à l'intérêt privé et dont on signalait aux élèves non seulement la marque mais aussi les bienfaits civilisateurs : MARCHANDISATION.

« **L'école marchandisée sera duale et instrumentale** ».

Et voici que le rêve démocratique né en France avec la Commune, serait devenu réalité avec la République. À entendre ou à lire Nico Hirtt, il semblerait que nous soyons en train de passer à une étape radicalement nouvelle de la domination de la bourgeoisie et du système capitaliste sur une école d'État qui aurait été garante de l'égalité des chances, de la promotion et de la réussite culturelle de tous. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication seraient un moyen privilégié de cette nouvelle volonté de la classe dominante de soumettre le système d'enseignement à son pouvoir sans partage. Pas plus que l'école n'inaugure sa « *marchandisation* », elle n'inaugure sa « *dualisation* ». Faudra-t-il rappeler les savants parcours scolaires qui, depuis Napoléon, n'ont cessé de sélectionner au sein des écoles de l'État ? Faut-il oublier que parallèlement à l'école communale, l'école de l'État réservait le petit lycée aux enfants de la bourgeoisie et cela jusqu'aux années 60 ? Faut-il croire que la dualisation de l'école sera moindre quand Science-Po, l'ENA s'ouvriront à quelques élèves (brillants ?) issus des lycées des « *Banlieues* » ? Cette mesure démagogique qui renforce encore la mauvaise réputation des villes et des quartiers ouvriers n'a pour seul mérite que d'énoncer de façon transparente le caractère dual de l'école de l'État. Mais s'agit-il de dualisme ou tout simplement d'une école organisée par et pour la classe dominante ? N'est-il pas urgent de redécouvrir la sociologie de P. Bourdieu et de J.-C. Passeron qui analysaient finement dès 1964 (*Les Héritiers*) les formes de la

¹ (1) MALET & ISAAC, *Révolution et Empire. Première moitié du 19^{ème} siècle*. Ed. Hachette, 1929, 1929 et déjà le groupe Hachette ! Le capitalisme a la vie dure !

reproduction économique, sociale et politique organisées par le système scolaire. Bien que passés de mode, ces travaux nous rappellent que, d'une part l'analyse scientifique n'est pas affaire de mode et d'autre part que marchandisation et dualisme ou plutôt lutte des classes sont aussi vieux que le capitalisme ?

À chaque étape de cette histoire, des voix comme celle de Nico Hirt se sont élevées pour annoncer la catastrophe éminente : la classe dominante veut remodeler au gré de ses intérêts et de sa domination les structures qui limitent son développement. À chaque étape, et cela résonne aujourd'hui dans ma (déjà) vieille mémoire d'enseignant syndicaliste engagé politiquement pour un monde et un homme nouveaux, a été dénoncée la mise à la botte du système éducatif aux pouvoirs économique et politique de la bourgeoisie. À chaque étape cette dénonciation décrivait le système mis en cause comme celui du Paradis en train d'être perdu, aveugle au fait que le Paradis actuel n'était que l'Enfer des générations précédentes. Mais à chaque étape, au nom de l'oubli des luttes politiques menées par les classes dominées, il semblerait que pour toujours dans l'histoire il ne s'agisse pour les dominés que de préserver des droits acquis (par qui ?) contre les dominants qui, dominants, le seraient de toute éternité.

Certes il n'est pas sans intérêt de citer, comme le fait Nico Hirtt, Dieter Hunt, patron des patrons - comme on dit - de l'Allemagne réunifiée « qui s'en est pris à l'idéologie obsolète et erronée de l'égalité des chances et a réclamé un changement radical de cap vers un renforcement des performances, de la différenciation et de la concurrence ». Mais ce n'est pas un autre discours que tient Madame le Proviseur du lycée Henri IV, institutions d'État (le proviseur et le lycée) quand, dans une émission de télévision² elle déclare qu'on ne va pas laisser les meilleurs appétits sans pâture au nom des faibles (appétits ?), qu'elle convoque le journaliste en lui demandant si, entre deux excellents dossiers scolaires, il ne prendrait pas comme elle le meilleur ou qu'elle rappelle à des parents socialement triés sur le volet que l'inscription au collège Henri IV n'implique en rien l'accès au lycée Henri IV. Et ce n'est pas un autre discours que tient dans ce documentaire un élève de classe de troisième quand il dit que hors du lycée on a des copains mais au lycée on n'a que des concurrents.

Alors disons le tout net, quelles que soient les sympathies premières que l'analyse de Nico Hirtt attire, notre expérience sociale et politique, notre pratique sociale et politique, et surtout la théorie qui permet d'en prendre la mesure conduisent à dire que le combat pour une école démocratique est ailleurs. Ce qui décidément est occulté dans l'analyse de Nico Hirtt, c'est la question du sens du combat et l'analyse des contradictions dans lequel il s'inscrit. À l'entendre, à le lire l'envie est grande de retourner aux théoriciens du socialisme dont il se réclame par ailleurs. Pour démodée que soit cette œuvre, c'est à relire le Manifeste communiste de Marx et Engels que le discours de Nico Hirtt m'a conduit.

Mondialisation et globalisation

S'agit-il de sans cesse conserver ce qui est au nom du fait que ce qui sera ne peut être que pire puisque fomenté par la classe dominante pour perpétuer et élargir sa domination. Ainsi en va-t-il de la dénonciation de la mondialisation au profit de la défense pour conserver les États Nations. Et pourtant cela ne va pas de soi pour la tête dans laquelle résonne encore la belle formule écrite en gras dans l'édition que je possède : « *Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !* ». Comment échapper à la contradiction, à son analyse et à l'action qui en découle quand tout à la fois la mondialisation constitue l'extension sans limite de la domination de la bourgeoisie et la seule perspective de libération des dominés ? Dès 1848 Marx et Engels en livrait le secret : « *Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations. Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays, au désespoir des réactionnaires, elle a enlevé l'industrie à sa base nationale. (...) À la place de l'ancien isolement des provinces, des nations se suffisant à elles mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes.* »

En relisant cette analyse de Marx et d'Engels, par rapport aux multiples déplorations actuelles de nos impénitents Intellectuels et

² Capital, 1996.

autres bons samaritains sur la catastrophe annoncée de la mondialisation, on en viendrait presque à se dire qu'effectivement la classe dominante est seule à avoir un projet révolutionnaire. En effet, comme le signalent Marx et Engels dans le Manifeste, par la mondialisation (le cosmopolitisme), la bourgeoisie impose, de façon révolutionnaire, une réorganisation toujours élargie des rapports sociaux. Et quel révolutionnaire, fut-il en herbe, pourrait regretter que le monde soit enfin mondial ? Qu'enfin on en finisse avec les notions de métèque, de barbare ?

Quel révolutionnaire, fût-il en herbe, ne saurait, même de façon intuitive que sa libération dépend de la libération du travailleur africain, sri-lankais,... ? Cependant quand c'est la bourgeoisie qui en a l'initiative on sait qu'« elle a noyé les frissons sacrés de l'extase religieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la sentimentalité petite bourgeoise dans les eaux glacées du calcul égoïste. »

Dès lors on est en droit de penser qu'en ce début de siècle ou en ce début de millénaire (on choisira la ponctuation du temps historique que l'on veut et qui n'est pas neutre politiquement pour autant) la résistance des classes dominées a bien reculé pour laisser penser que seule la classe dominante a désormais l'initiative, que la seule résistance qu'on puisse lui opposer est le maintien de ce qui est. Retour au Manifeste...

« Parfois les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte des classes. Mais toute lutte des classes est une lutte politique... »

Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante...

En général, les collisions qui se produisent dans la vieille société favorisent de diverses manières le développement du prolétariat. La bourgeoisie vit dans un état de guerre perpétuel; d'abord contre l'aristocratie,

puis contre ces fractions de la bourgeoisie même dont les intérêts entrent en conflit avec le progrès de l'industrie, et toujours, enfin, contre la bourgeoisie des pays étrangers. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de faire appel au prolétariat, de revendiquer son aide et de l'entraîner ainsi dans le mouvement politique. Si bien que la bourgeoisie fournit au prolétariat les éléments de sa propre éducation, c'est à dire des armes contre elle. »

Longue citation, qui pourrait se poursuivre jusqu'au bout de ces 61 pages dont la densité n'a d'égale que la clarté de l'analyse. Nous sommes loin des regrets éternels à vouloir conserver les acquis éphémères de luttes dont le principal sens sont les luttes à venir pour mettre fin à tout rapport de domination. Quels que soient les tristes méfaits sur l'Humanité de ce que l'on prétend condamner sous le terme de mondialisation, quelles qu'en soient les conséquences sur le marché de l'éducation ainsi que se consacre à l'énoncer Nico Hirtt, il ne s'agit somme toute que du mode de développement inéluctable du capitalisme et de sa gouvernance, sans projet, sous la seule loi du froid intérêt privé d'une classe sociale. Mais il s'agit aussi pour agir, pour lutter contre cette domination de mettre à jour les contradictions qui, non moins inéluctablement, produisent dans l'acte de domination les ferments de son renversement. Quand Nico Hirtt voit une menace dans les nouvelles techniques de communication et d'information parce que « ces nouveaux acteurs peuvent toucher un public beaucoup plus vaste, via le télé enseignement », doit-on ignorer le fabuleux moyen de communication et d'information qui permet de mobiliser en peu de temps les travailleurs de Mark et Spencer pour une manifestation européenne ? Faudrait-il que la classe dominée refuse voire, comme au 19^{ème} siècle, détruise les nouvelles machines pour mettre fin à sa domination ? De cette position ne résulte-t-il pas que fatalisme économiste, communautarisme politique, racisme et xénophobie du point de vue social alors que la seule riposte est sur le terrain de la mondialisation pour en faire un projet économique social et surtout politique de libération ?

Nico Hirtt nous dira, et il n'est pas le seul, que nous sommes bien loin des préoccupations éducatives et enseignantes qui l'animent. Mais que Nico Hirtt revienne du Paradis perdu où « ces nouveaux offreurs d'éducation privée ont des visées explicitement commerciales, ce qui n'est tout de même pas l'objectif principal

de l'Église lorsqu'elle ouvre un collège ou un lycée privé ». Que des enseignants du sacro-saint enseignement public primaire soient conduits sous la pression sociale à préparer, dans la non moins sacro-sainte enceinte publique, des enfants au concours d'accès à l'enseignement privé religieux, où même Dieu ne s'y reconnaît plus parce qu'on le boude, pour préserver les classes dominantes de la pollution provoquée par le prolétariat, telle est la réalité de la communauté française. Que l'on trouve dans ces saintes institutions ordinateurs, Internet, et autres produits IBM, cela ne dérange ni Dieu, ni son fils, ni ses apôtres. Que l'enseignement public résiste au nom de l'intérêt national à accéder à ces technologies, surtout quand il a à prendre en charge les enfants de la classe dominée, cela ne dérange ni la bourgeoisie ni ses apôtres. Que le dit enseignement public mette à l'ordre du jour de ses préoccupations « la citoyenneté » pour apprendre aux enfants d'ouvriers comment accepter la fatalité économique, sociale et politique de leur sort de dominés, là s'ouvre le débat pédagogique sur la mondialisation et les moyens techniques dont la seule bourgeoisie voudrait se garantir la maîtrise.

Le projet

Soyons clair : il ne s'agit pas ici de pourfendre l'enseignement public. Tout au contraire il s'agit de savoir dans quelles conditions le système d'éducation nationale ne se réduit pas à être un simple supplétif pour les enfants du peuple dont la fonction se réduit à leur assurer les savoirs minima pour une soumission maximum. Ce dont il est question, c'est de faire du champ du système éducatif d'État l'un des terrains du combat social pour la démocratie, c'est à dire pour l'abrogation des rapports de domination. Pour cela ni la dénonciation de l'ensemble des formes privatisées d'enseignement, ni la louange d'un système éducatif contrôlé par le pouvoir d'État de la classe dominante ne suffisent. Oui, décidément, l'enjeu est ailleurs. Et c'est là le troisième désaccord que l'on peut avoir avec Nico Hirtt, C'est sur le sens que l'on donne à la notion de PROJET que s'articule ce désaccord.

On sait combien notre association fonde sa conception de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture sur la pédagogie de projet et plus généralement sur le concept de projet

entendu en son sens politique. Interrogé lors du débat sur cette question, Nico Hirtt répond clairement que, tout comme l'introduction massive des NTIC dans l'école, l'innovation pédagogique qui en ferait l'usage et tout particulièrement l'innovation pédagogique qui se fonde sur le projet fait peser de lourdes menaces sur le devenir de notre système éducatif public. Ainsi met-il en garde contre les pompiers pyromanes.

En effet ce que laisse entendre l'analyse de Nico Hirtt, c'est que seule la bourgeoisie aurait un PROJET économique, social et politique dont le fondement serait la perpétuation et donc le renforcement de son pouvoir. Il en résulterait une absence de projet de la classe dominée ; ou plus encore un danger mortel pour cette classe à formuler des projets. Le syllogisme est simple : seule la classe dominante agit selon un projet social, or la classe dominée prétend construire un projet, ce projet ne peut alors que s'inscrire dans le projet de la classe dominante et le conforter. C'est pourquoi mieux vaut préserver ce qui existe que de tenter en vain de le transformer. On sait combien cette critique du projet est fréquente dans le champ pédagogique. Ainsi Jean-Yves Rocheix critique, voire condamne, la pédagogie de projet en tant que celle-ci éviterait de confronter les élèves des milieux populaires à l'inévitable difficulté des apprentissages scolaires tels qu'ils sont conçus par l'institution scolaire d'État. Comme Nico Hirtt, Jean Yves Rocheix pense qu'il convient de préserver l'ordre scolaire tel qu'il est, plutôt que de prendre le risque de s'engager dans une lutte pour sa transformation dont, pour lui, le résultat pourrait être l'aggravation des formes de domination scolaire (élèves en difficulté, élèves en échec).

Positions paradoxales qui semblent ignorer que l'état des rapports sociaux actuels s'inscrit dans les rapports de domination actuels : le mode d'appropriation du savoir proposé par l'école pourrait-il avoir un caractère d'universalité qui transcende la lutte des classes alors que la société toute entière (mondiale) ne connaît comme forme d'universalité que l'opposition entre dominants et dominés. Positions cependant cohérentes qui considèrent que la conscience sociale ne peut être que la conscience de la classe dominante, que la lutte de la classe dominée ne peut se mener qu'avec les armes de la classe dominante : quand tous les hommes se seront appropriés les formes bourgeoises du

savoir social alors la bourgeoisie ne pourra plus dominer. Nous ne sommes pas loin des débats qui ont animé le mouvement ouvrier à la fin du 19^{ème} siècle et dans la première moitié du siècle dernier : contre Kautski qui considérait que le capitalisme portait en lui même les conditions de sa propre disparition, Engels et après lui Lénine, défendaient que seule l'organisation consciente de la classe dominée (la classe ouvrière) lui donnerait les moyens de sa libération (« *Prolétaires de tous les pays, unissez vous* »). De la classe d'école à la classe sociale, il n'y a qu'un pas qu'il n'est pas difficile de franchir et que la classe dominante ne cesse de franchir. Et il est probable que c'est la variation du sens que l'on donne à la notion de projet qui articule le rythme de ce pas.

Quand Nico Hirtt énonce les projets de libéralisation de la classe dominante vis à vis de l'école : école à double vitesse, prise en charge par l'État de l'école des pauvres pour produire de la force de travail soumise, « *marchandisation* » de tous les secteurs rentables de l'école, de la cantine scolaire jusqu'à la télé transmission, en passant par la mise au pas de toute formation aux besoins du capital, s'agit-il vraiment de projet ? « *Enrichissez-vous* » disait Guizot, premier ministre de Louis Philippe et par ailleurs véritable père fondateur de l'école sous la forme des Écoles Normales et des écoles communales. Le mot d'ordre de Guizot constituait-il un PROJET ? Non. Il ne constituait que l'immédiate conscience de l'ordre social qu'il défendait.

L'organisation de l'École d'État ne constitue pas en soi un projet; elle est le reflet adapté du mot d'ordre : « *enrichissez-vous* ». La fameuse École de Jules Ferry n'a eu qu'un projet : celui de supprimer radicalement Dieu et le Roi de la conscience des « *citoyens* » pour laisser place à la République libérale de la bourgeoisie³. Hormis ce projet politique, le système scolaire organisé par Jules Ferry n'est que l'organisation étatique radicale que la bourgeoisie s'est donnée pour perpétuer sa domination tout en éradiquant (est-ce un projet ?) les scories de l'ancien régime. De là, ce qui fait illusion, c'est que l'école de Jules Ferry, l'École de la République pour imposer son pouvoir politique, c'est à dire celui de la classe dominante, prétend se fonder sur des valeurs universelles : Liberté, Égalité, Fraternité. Retour à Marx et Engels dans le Manifeste...

« Mais nous [les communistes] brisons, dites-vous, les liens les plus intimes, en substituant à l'éducation par la famille l'éducation par la société. Et votre éducation à vous, n'est-elle pas, elle aussi, déterminée par la société ? Déterminée par les conditions sociales dans lesquelles vous élevez vos enfants, par l'immixtion directe ou non de la société, par l'école, etc. ? Les communistes n'inventent pas l'action de la société sur l'éducation ; ils en changent seulement le caractère et arrachent l'éducation à l'influence de la classe dominante. »

Ce qui fait illusion, c'est précisément que dès sa fondation républicaine, l'école a été, comme l'ensemble des institutions d'État, l'enjeu de la lutte des classes et partant de combats pour « *l'arracher à l'influence de la classe dominante* ». Et c'est précisément cela qui est occulté par l'analyse de Nico Hirtt et conduit à perpétuer l'illusion d'une école d'État résistant universellement à la domination de la classe dominante.

Or, c'est bien le sens du concept de projet qui est en jeu dans ce débat. Ce qui a fait projet dans l'histoire de l'école de la République ce sont les différentes formes de résistances, surtout ouvrières, qui ont été opposées à l'institution éducative d'État dans sa capacité de reproduction des rapports sociaux existants. Ce qui importe c'est que, dans la course du temps historique, l'adaptation de l'École aux besoins immédiats de la bourgeoisie comme l'adaptation de l'ensemble des rapports sociaux à ces besoins se sont heurtées aux PROJETS imparfaits, contradictoires, mais toujours volontaires (projets) de la classe qui devait se libérer de ses chaînes.

En tout état de cause ce qui fait difficulté avec le discours de Nico Hirtt, comme avec un certain discours syndical, c'est moins de dire : « *Regardez jusqu'où ils veulent et peuvent aller* », que de dire : « *Voyez leur projet ! Sauvons ce qui existe !* ». Disons le, de Projet ils n'ont pas car la seule chose qui les mobilise, c'est la perpétuation de ce qui est, de leur domination économique et politique sur le développement historique de la société dont cependant ils ne maîtrisent pas les contradictions. Ainsi, quand un ancien ministre socialiste de la dite République déclare lors de cette même émission de

³ Ce que Guizot, en d'autres circonstances historiques, aurait fait. Sa seule limitation était le compromis que la bourgeoisie avait trouvé avec la monarchie pour asseoir son pouvoir. La période de Louis Napoléon permettra de faire transition. Le bon Adolphe Thiers symbolise probablement la continuité de la montée inexorable du pouvoir de la bourgeoisie, y compris sur l'école, de Guizot à Jules Ferry.

Capital consacrée à l'école, que ce qui lui importe ce ne sont pas les élèves du Lycée Henri IV (dont il est lui-même issu, avant que d'accéder à Polytechnique) mais « *les enfants de la Seine Saint Denis, car si on n'y met pas les moyens, ceux de Henri IV n'arriveront plus à gouverner ceux de la Seine Saint Denis* », Monsieur Fauroux, dont le parcours à la tête des plus grosses sociétés industrielles capitalistes de France et de Navarre marque son pedigree de gouvernant de pure race, a-t-il un projet pour l'École, pour la société à venir et sa transformation ? Peut-on appeler projet la proposition de disperser quelques deniers du capital pour donner à l'école (d'État) des pauvres les moyens de les pacifier pour perpétuer la domination des riches non moins scolarisés dans la même école d'État (Henri IV, Polytechnique). Là encore toute l'illusion provient de la fonction de l'État conçue comme superstructure neutre au delà des conflits de classes (sociales et scolaires) dont la fonction serait de médiation économique, sociale, politique pour réguler ces nécessaires conflits qui font que les dominants produisent de fait des dominés et par réciproque que les dominés à force de se multiplier pourraient prendre conscience qu'ils sont une force productive dominante.

Dès lors, et l'histoire en atteste, ce n'est que l'action de la classe dominée, son action organisée, son action consciente, son PROJET de transformation sociale qui a conduit à bouleverser les rapports sociaux en bouleversant la pérennité médiatrice de l'État. Ainsi quand Nico Hirtt s'inquiète des pompiers pyromanes du point de vue de l'École d'État, s'agit-il de ces instituteurs qui, transgressant les règles de la République libérale ont constitué une association pacifiste dès avant 1914 qui devait devenir le Syndicat National des Instituteurs, anarcho-syndicalistes ou des hussards de la République qui diffusaient les valeurs patriotiques et guerrières de la République ? S'agit-il de Freinet qui fondait la revue L'Éducateur Prolétarien en 1921, au risque d'une radiation des cadres de l'État, pour faire de l'école un des lieux de libération des enfants de la classe dominée ou de ces vaillants instituteurs qui au nom des valeurs de l'État rappelaient en leçon quotidienne que quand on est du peuple, du prolétariat, le risque est grand d'être voleur, alcoolique et délétère ? S'agit-il de ces enseignants qui ont pris le maquis contre l'État français au risque parfois d'être dirigés dans leur projet de résistance par leurs propres élèves (Guy

Moquet n'avait-il pas 16 ans quand il a été fusillé au Mont Valérien ?) ou de ceux qui, pour préserver ce qu'il restait de la République ont fait chanter « *Maréchal nous voilà* » ? S'agit-il de Langevin et Wallon et du plan d'école issu du Front National de la Résistance ou de ceux qui l'ont enterré dès avant sa naissance, au nom de la nécessité de la sélection et de préserver l'élitisme, fut-il républicain ? S'agit-il de ceux qui, dans l'école et hors de l'école, se sont battus contre la colonisation ou de ceux qui défendaient les valeurs de l'école de la République de Dunkerque à Tamanrasset en apprenant aux « *français musulmans* » scolarisés que leurs ancêtres les gaulois... ? S'agit-il de ceux qui aujourd'hui, dans l'école et hors de l'école, se battent pour que les enfants de la classe ouvrière émigrés ou non émigrés s'approprient lecture et écriture dans un projet de libération en usant de tous les moyens technologiques qui sont à leur disposition ou de ceux qui prétendent rendre citoyens ces pauvres immigrés, qui se sont immiscés dans notre communauté nationale, en leur apprenant que les pays producteurs de pétrole ont plongé, en 1974, la France et les français (ouvriers et patrons) dans une crise économique dont eux-mêmes sont maintenant victimes ?

Dès lors, à l'image du pompier pyromane évoquée verbalement par Nico Hirtt, nous proposerons en écho l'image de l'enfant dévoré par les loups à force de crier : « *Au loup ! Au loup !* ». Le feu est dans l'École, l'École de l'État, l'École du Citoyen, comme le feu est dans les cités populaires, comme le feu est dans le sens du travail social, comme le feu est dans l'institution politique de l'État républicain et le pompier n'y peut rien s'il n'engage ceux qui, du feu sont victimes, à en combattre les causes plutôt que de l'appeler pour en limiter les effets. Pas plus que ne peut le pauvre enfant qui, comme on le lui a appris, se permet de jouer avec le loup et de se jouer du loup qui le dévorera, en appelant au secours. Ce que les chasseurs bienfaiteurs lui ont appris abstractivement, c'est à se méfier du loup, et il n'y croit pas vraiment. Ce qu'ils ont oublié de lui apprendre, c'est à chasser le loup avec eux, à l'éliminer (les écologistes nous excuseront la parabole) radicalement pour que chasseurs, enfants et brebis soient libérés de sa soumission : « *Producteurs, sauvez-vous nous mêmes ! Soufflons nous mêmes notre forge* » dit le beau texte de Eugène Potier dans l'Internationale. Tel est l'enjeu de la pédagogie de projet et de la notion de projet

elle-même : « Non pas le projet comme motivation de l'enseignement ni le projet comme champ d'application et d'entraînement des savoirs mais le projet comme lieu d'élaboration des savoirs. Ce qui suppose de faire la différence entre apprentissage et enseignement et d'avoir une idée de la manière dont le sujet construit ses savoirs. [...] Ce qu'il resterait néanmoins à éclairer, c'est le lien entre cette conception du projet et l'insistance du mouvement ouvrier du 19^{ème} siècle, voulant une école du peuple et non pour le peuple, à ne pas séparer la formation intellectuelle de l'activité de production. »⁴

La notion de projet comme toute notion est l'enjeu d'un combat social et donc politique pour s'élaborer en tant que concept opératoire qui agit sur la transformation du monde. En cela Nico Hirtt n'a pas tort quand il crie « *Au loup ! Au loup !* ». Les avancées technologiques des NTIC peuvent être un moyen plus puissant de soumission que le système d'édition traditionnel des Bled et autres Lagarde et Michard dans le cadre du système d'enseignement. Mais là où s'arrête l'analyse de Nico Hirtt et là où commence demain, c'est dans l'usage de ces nouveaux outils au service d'un projet de libération sociale dont seule la classe dominée peut être porteuse : Célestin Freinet avait déjà bien compris que l'imprimerie n'était pas en soi un moyen de soumission, ce qui l'était c'était le produit tout imprimé, le manuel scolaire. Pompiers et pyromanes, enfants, loups et villageois n'empêcheront pas que produire de l'écrit pour faire lire, produire du lire pour faire écrire, sont les armes sociales pour lutter contre toute forme de domination. Car par là il s'agit que les producteurs s'approprient toutes les formes de la production ; il s'agit d'en finir avec la division sociale du travail entre ceux qui produisent de la valeur et ceux qui se l'approprient, entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent, même si souvent ils pensent, entre ceux qui prétendent annexer la conscience (culture) sociale pour perpétuer leur pouvoir au détriment d'une conscience (culture) sociale collective, seule porteuse d'un vrai projet. Dès lors il ne suffit pas de défendre l'école publique, telle qu'elle est, contre la marchandisation, contre la mondialisation ; ce dont il est question, c'est de continuer le combat à l'intérieur et à l'extérieur de l'école, initié par tant d'autres, pour un projet social qui libère l'humanité, aussi mondiale soit elle, de toute forme de domination. C'est là un programme collectif ambitieux mais qui avec ou sans les Instructions Officielles de l'Enseignement Public permet d'inscrire les élèves, fussent-ils émigrés et/ou

immigrés et surtout issus de la classe ouvrière y compris sous-prolétarisée, dans un projet d'accession aux savoirs sociaux et donc au pouvoir économique et politique jusque là spolié par une infime minorité qui prétend dominer le monde.

Jacques BERCHADSKY ■■■

RÉGRESSION ?

Quand un ministre n'a pas d'argent et pas de ligne politique bien définie, il en revient aux fondamentaux, prône la dictée et la restauration de l'autorité. Ce discours a toujours un petit effet populaire mais il n'est pas estimable du point de vue de l'expertise comme du point de vue politique. Côté expertise, c'est un discours d'ignorant qui ne s'embarrasse pas des données et informations connues sur le système. Politiquement, c'est un discours paresseux, parce que la politique consiste à faire des choix et que vendre une nostalgie régressive est un discours de non-choix. Il nourrit la nostalgie d'une école qui serait à l'âge de l'innocence...

Hervé HAMON.

Interview in Fenêtres sur cours
(oct. 04)

⁴ FOUCAMBERT J., *L'enfant, le maître et la lecture*, Paris, 1994, Éd. Nathan.